

Publications périodiques

Comptes annuels

UNIFERGIE

Société anonyme à Conseil d'administration
au capital de 24.375.165 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis – CS 30002
92548 MONTRouGE Cedex
326 367 620 RCS NANTERRE

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP	1	1
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	237 113	177 353
Opérations avec la clientèle		
Crédit-bail et location avec option d'achat	414 753	462 773
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Autres actifs	5 864	4 529
Comptes de régularisation	8 181	13 378
Total de l'actif	665 912	658 034
Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit	468 220	440 752
Dettes représentées par un titre	5 000	5 000
Autres passifs	57 348	72 880
Comptes de régularisation	7 808	8 926
Provisions	305	558
Capitaux propres (hors FRBG)	127 231	129 918
<i>Capital souscrit</i>	<i>24 375</i>	<i>24 375</i>
<i>Primes d'émission</i>		
<i>Primes de fusion</i>	<i>2 584</i>	<i>2 584</i>
<i>Réserves</i>	<i>2 535</i>	<i>2 535</i>
<i>Ecart de réévaluation</i>		
<i>Provisions réglementées et subvention d'investissement</i>		
<i>Report à nouveau</i>	<i>100 423</i>	<i>98 745</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>-2 686</i>	<i>1 679</i>
Total du passif	665 912	658 034

Hors-bilan au 31 décembre 2017

Rubriques 2017	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	90 342	146 297
<i>Engagements de signature</i>	<i>90 342</i>	<i>146 297</i>
Engagements de financement	90 342	146 297
Engagements reçus	0	1 444
<i>Des Caisses Régionales/ contrats en syndication</i>	<i>0</i>	<i>1 444</i>
Engagements de financement	0	1 444
Autres engagements reçus	279 770	294 109
<i>Contre garanties sur contrats de crédit-bail de collectivité publique</i>	<i>279 769</i>	<i>294 109</i>
Engagements de garantie	279 769	294 109
Engagements reçus sur instruments financiers à terme	18 000	18 000
<i>Opérations de SWAP, taux prêteur</i>	<i>18 000</i>	<i>18 000</i>
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	18 000	18 000
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	4 676	6 264
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	<i>4 676</i>	<i>6 264</i>
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	4 676	6 264
Autres engagements donnés	142 342	138 212
<i>Engagements BCE</i>	<i>142 342</i>	<i>138 272</i>
Valeurs données en garantie	142 342	138 212
Engagements donnés	237 360	290 773
Engagements reçus	297 770	313 553

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	657	796
Intérêts et charges assimilés	-10 340	-10 928
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	108 492	102 918
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-100 783	-91 174
Produits sur opérations de location simple		
Charges sur opérations de location simple		
Revenus des titres à revenu variable		
Commissions produits		
Commissions charges	-262	-208
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	4 355	3 044
Autres charges d'exploitation bancaire	0	-589
Produit net bancaire	2 121	3 859
Charges générales d'exploitation	-4 863	-3 358
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	-2 742	501
Coût du risque	56	1 907
Résultat d'exploitation	-2 686	2 408
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt - ligne à supprimer		
Résultat exceptionnel		
Impôt sur les bénéfices		-729
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net	-2 686	1 679

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2017 de la façon suivante :

Résultat 2017 :	- 2 686 109,61 €
Report à nouveau disponible :	100 423 086,67 €
Résultat disponible :	97 736 977,06 €
Dividende (58,50 € / action) :	95 063 143,50 €
Solde affecté au report à nouveau :	2 673 833,56 €
Total Affecté	97 736 977,06 €

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du code général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercice de versement du dividende	Dividende par action	Avoir fiscal par action	Réfaction (art.243 bis CGI)	
			Eligible	Non éligible
Exercice 2015	0 €	N/A	0 €	0 €
Exercice 2016	0 €	N/A	0 €	0 €
Exercice 2017	0 €	N/A	0 €	0 €

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Cadre juridique et financier

La société UNIFERGIE S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société UNIFERGIE S.A. est détenue à 59% par la société AUXIFIP et à 41% par la société CALEF. Et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. et fait partie de son périmètre d'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2006.

UNIFERGIE S.A. intervient dans le financement des ouvrages et équipements destinés à économiser l'énergie, à recycler et valoriser les déchets ou en faveur des secteurs marchands des collectivités territoriales.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017

Néant

1.3. Evénements postérieurs à l'exercice 2017

Depuis le 31 décembre 2017, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2017 n'est à signaler.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers d'UNIFERGIE S.A sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers d'UNIFERGIE S.A est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2017, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables ;
- dépréciation des actifs immobilisés ;
- immobilisations en cours de construction ;
- avances et acomptes versés aux fournisseurs ;
- créances douteuses nettes de provisions ;
- indemnités de résiliations nettes de provisions ;
- créances rattachées ;
- produits à recevoir ;
- provision Article 29.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques. L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente. Le secteur location simple représente l'activité d'origine d'UNIFERGIE S.A., qu'elle exerce depuis 1983.

Immobilisations**• Valeur brute & amortissements**

UNIFERGIE S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien pour son entrée en « magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par UNIFERGIE S.A, suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
-Agencement et aménagement divers	10 ans	Linéaire ou dégressif
-Matériel informatique	10 ans	Linéaire
-Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
-Matériel de transport	5 ans	Linéaire
-Matériel administratif	5 ans	Linéaire

• Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une provision.

2.2 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 : Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

L'application du Titre 2 : Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit UNIFERGIE S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes : L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ;
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat.

Par rapport à l'encours de crédits comptabilisé au bilan d'UNIFERGIE S.A., le montant des crédits restructurés n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée lors de l'enregistrement de tels prêts.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les entreprises du secteur immobilier et de plus de neuf mois pour les administrations et les collectivités locales.
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte, par exemple).
- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, UNIFERGIE S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Les intérêts contractuels ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par UNIFERGIE S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrites dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.4 Provisions

UNIFERGIE S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 05 Juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.5 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées selon Le Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie.

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêt ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

2.6 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.7 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Unifergie a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit

– Analyse par durées résiduelles

Conformément à l'article 1124-14 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la ventilation des créances sur les établissements de crédit par durée résiduelles sont exposées ci-dessous ;

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Caisse, banques centrales	1	0	0	0	1	0	1	0
Comptes et prêts :								
- à vue	1				1		1	1
- à terme								
Total des créances ets crédit	1	0	0	0	1	0	1	1

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances partenaires sur contrats en pools	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes au Crédit Agricole	131 587	21 341	54 959	29 160	237 046	66	237 113	177 353
Comptes et prêts :								
- à vue	2 248				2 248	0	2 248	8 759
- à terme	129 339	21 341	54 959	29 160	234 799	66	234 865	168 594
Total des créances sur les établissements de crédit	131 587	21 341	54 959	29 160	237 047	66	237 113	177 353

Note 4 Variations de l'actif immobilisé

Conformément à l'article 1124-14 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, la ventilation des créances sur les établissements de crédit par durée résiduelles sont exposées ci-dessous ;

• Immobilisations en crédit-bail et assimilés louées

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice 2017
Valeur brute	1 250 818	138 260	-132 165	-4 053	1 252 860
- Amortissements	-783 965	-96 945	41 734	3 817	-835 359
- Provisions : articles 29 & 64	-15 843		-508		-16 350
- Dépréciations sur actifs	-1 357	1 026			-330
Valeur nette	449 653	42 341	-90 939	-236	400 820

• Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur fin d'exercice 2017
Valeur brute	1 355		-4 122	4 053	1 286
- Amortissements	-1 355	-109	3 995	-3 817	-1 286
- Dépréciations sur actifs	0				0
Valeur nette	0	-109	-127	236	0

• Créances clients liées aux opérations de crédit-bail

Rubriques (en milliers d'euros)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances rattachées	11 605	0	11 605
Créances douteuses compromises	1 554	736	818
Créances douteuses non compromises	1 719	209	1 510
Créances totales	14 878	945	13 933

• Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application de l'article 1124-14 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit bruts ventilés (source financière) selon deux critères ; le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

• par agents économiques :

(en milliers d'euros)

Sté non Financière	516 078
Etablissement de crédit	142
Entrepreneur indivi	0
Particuliers	0
Sté d'assurance	128
Ad Publiques	45 196
Ad de sécurité sociale	2 763
ISBLSM	2 374
Total encours financiers	566 681

• par durées résiduelles :

(en milliers d'euros)	< = 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financier	25 855	70 952	241 206	228 668	566 681

Dont 142 342 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole S.A., dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Banque Centrale Européenne. La société UNIFERGIE S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Note 5 Autres actifs et comptes de régularisation

5.1 Autres Actifs

Rubriques autres actifs (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Créances sur l'Etat : TVA	806	2 654
Créances sur l'Etat : Acompte sur IS	731	0
Dépôts de garantie versés	1 128	1 121
Partenaires pools (opérations non dénouées)	3 171	638
Subventions à recevoir	28	28
Fournisseurs : avances & acomptes	0	88
Total	5 863	4 529

5.2 Comptes de régularisation

Rubriques comptes de régularisation (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Produits à recevoir sur instruments financiers	50	46
Autres comptes de décaissement	8 108	13 131
Autres produits à recevoir	23	201
Total	8 181	13 378

Note 6 Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durées résiduelles

(en milliers d'Euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts sur opérations de syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Partenaires à reverser	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes	59 577	50 750	201 749	155 598	467 674	546	468 220	440 752
Comptes ordinaires :								
- à vue	506	0	0	0	506	0	506	688
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	54 391	39 036	147 797	92 013	333 237	364	333 601	310 095
Emprunts sur syndication								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	4 680	11 714	53 952	63 585	133 931	182	134 113	129 969
Appels en garantie		0	0	0	0	0	0	0
Total des dettes	59 577	50 750	201 749	155 598	467 674	546	468 220	440 752

Note 7 Dettes représentées par un titre – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016 Total
	≤ 3mois	>3mois ≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	
Bons de caisse					0		0	0
Titres du marché interbancaire					0		0	0
Titres de créances négociables	5 000				5 000		5 000	5 000
Emprunts obligataires					0		0	0
Autres dettes représentées par un titre					0		0	0
Valeur au bilan	5 000	0	0	0	5 000	0	5 000	5 000

Note 8 Autres passifs et comptes de régularisation

8.1 Autres Passifs

Rubriques : Autres passifs (en milliers d'Euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Dettes sur l'Etat : TVA.	1 393	1 009
Dettes sur l'Etat : IS à payer	0	37
Dépôts et cautions reçus	201	220
Partenaires pools (opérations non dénouées)	4 332	4 178
Subventions à reverser	14 455	17 737
Avance-preneur à reverser	28 231	36 219
Fournisseurs & comptes rattachés	4 047	12 143
Clients créditeurs	4 689	1 337
Total	57 348	72 880

8.2 Comptes de régularisation

Rubriques : Comptes de régularisation passif (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres charges à payer	1 250	824
Produits de crédit-bail et assimilé constatés d'avance	4 750	4 413
Autres comptes d'encaissement	1 808	3 689
Charges à Payer sur Instruments Financiers	0	0
Total	7 808	8 926

Note 9 Provisions

L'article 1124-22 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre, requiert les informations suivantes : « Pour chaque catégorie de provision, une information est fournie sur :

- la valeur comptable à l'ouverture et à la clôture de l'exercice ;
- les provisions constituées au cours de l'exercice ;
- les montants utilisés au cours de l'exercice ;
- les montants non utilisés repris au cours de l'exercice.»

Cette information peut prendre la forme du tableau suivant :

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2016	Dotation 2017	Reprise 2017	Autres (transfert...)	Montant 31/12/2017
Provision pour risques techniques	262	0	179	0	83
Provision pour risques opérationnels	296	205	279	0	222
Total	558	205	458	0	305

Note 10 Variation des capitaux propres

• Capital souscrit

Le montant du capital souscrit de 24 375 165 euros se décompose en 1 625 011 titres d'une valeur nominale de 15 euros.

Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2017, l'actionnariat se répartit ainsi:

	Nbre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring	668 000	41,11%
Auxifip	957 005	58,89%
Lixxbail	1	NS
Personnes physiques et morales autres	5	NS
Total	1 625 011	100,00%

Le résultat par action au 31 décembre 2017 est de -1,65 € par action.

• Variation des Capitaux propres

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2016	Affectation du résultat de 2016	Affectation réserves	Augmentation	Diminution	Montant au 31/12/2017
Capital	24 375	0	0	0	0	24 375
Réserve légale	2 437	0	0	0	0	2 437
Réserve indisponible	98	0	0	0	0	98
Prime d'émission	2 584	0	0	0	0	2 584

Sous-total	29 494	0	0	0	0	29 494
Report à nouveau	98 745	1 679	0	0	0	100 423
Résultat de l'exercice 2016	1 679	-1 679	0	0	0	0
Résultat de l'exercice 2017		0	0		-2 686	-2 686
Total	129 918	0	0	0	-2 686	127 231

Note 11 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

Rubriques (en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	236 869	177 111
Sur les établissements de crédit et institutions financières	236 869	177 111
Sur la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Dettes	283 606	300 037
Sur les établissements de crédits et institutions financières	283 606	300 037
Sur la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	0
Engagements donnés	147 018	144 476
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	142 342	138 212
Garanties données à la clientèle	0	0
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	4 676	6 264

Note 12 Hors-bilan

Rubriques 2017 (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	90 342	146 297
<i>Engagements de signature</i>	<i>90 342</i>	<i>146 297</i>
Engagements de financement	90 342	146 297
Engagements reçus	0	1 444
<i>Des Caisses Régionales / contrats en syndication</i>	<i>0</i>	<i>1 444</i>
Engagements de financement	0	1 444
Autres engagements reçus	279 770	294 109
<i>Contregaranties sur contrats de crédit-bail de collectivité publique</i>	<i>279 769</i>	<i>294 109</i>
Engagements de garantie	279 769	294 109
Engagements reçus sur instruments financiers à terme	18 000	18 000
<i>Opérations de SWAP, taux prêteur</i>	<i>18 000</i>	<i>18 000</i>
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	18 000	18 000
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	4 676	6 264
<i>Opérations de SWAP, taux emprunteur</i>	<i>4 676</i>	<i>6 264</i>
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	4 676	6 264
Autres engagements donnés	142 342	138 212
<i>Engagements BCE</i>	<i>142 342</i>	<i>138 212</i>
Valeurs données en garantie	142 342	138 212
Engagements donnés	237 360	290 773
Engagements reçus	297 770	313 553

Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale.

Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP).

Dans ce contexte, UNIFERGIE S.A., filiale du Crédit Agricole S.A. apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe.

Au total, 142 342 K€ de créances ont été apportées en garantie par l'intermédiaire de CASA.

La société UNIFERGIE S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément à l'article 1124-29 du règlement ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Notionnel	Réescompte	Prime restant	Valorisation à la juste valeur	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
Swaps de taux (CASA)	4 676	355	0	606	-620
Swaps de taux (CAL)	18 000	-68	0	371	-310

Note 13 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges / Produits assimilés	109 150	111 123	-1973	103 714	102 102	1 612
* Opérations de trésorerie et interbancaire	657	9 047	-8 390	796	9 430	-8 634
* Opérations avec la clientèle	0	1 293	-1 293	0	1 498	-1 498
* Opérations de crédit-bail	108 493	100 783	7 710	102 918	91 174	11 744

Note 14 Produits / charges liés aux commissions

Types de commissions (en milliers d'euros)	Commissions			
	Reçues en 2017	Reçues en 2016	Versées en 2017	Versées en 2016
Sur opérations avec les établissements de crédit :				
Commissions d'apport	0	0	0	0
Commissions de garantie	0	0	254	199
Commissions de caution et d'engagements	0	0	0	0
Sur opérations avec la clientèle	0	0	0	0
Sur instruments financiers	0	0	0	0
Sur autres services d'exploitation bancaire	0	0	8	9
Total	0	0	262	208

Note 15 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Rubriques (en milliers d'euros)	Charges	Produits
Subventions virées au résultat	0	3 281
Quote-part sur opérations non bancaires	0	92
Divers	0	982
Total	0	4 355

Note 16 Autres produits et charges ordinaires

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016
Charges refacturées sur opérations de crédit-bail	0	0
Solde refacturation sur opérations de crédit-bail	0	0
Autres produits d'exploitation	0	0
Impôts et taxes	148	12
Cotisations professionnelles	-30	-19
Frais publicité, télécommunication et de mission	-5	-5
Honoraires (1)	-38	-36
Refacturation groupe sur sous-traitance administrative	-4 938	-3 310
Autres charges d'exploitation	-4 863	-3 358
Solde produits/charges exploitation	-4 863	-3 358

(1) Ce montant intègre les honoraires des commissaires aux comptes pour 26 K€ liés à la certification des comptes. Il se répartit respectivement pour 13 K€ pour le Cabinet Mazars ainsi que 13 K€ pour le Cabinet Ernst & Young.

Note 17 Cout du risque

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Provision pour clients douteux et contentieux	147	829	682
Provision pour litiges	0	253	253
Total I	147	1 082	935
Pertes sur créances couvertes par des provisions			-813
Pertes sur créances non couvertes			-352
Récupérations sur créances amorties			96
Recours sur Garant			192
Frais contentieux			-2
Total II	0	0	-879
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances			56

Note 18 Situation fiscale latente et conditionnelle

• Situation fiscale : reports déficitaires

A l'issue de l'exercice 2017, la société ne dispose pas de reports déficitaires.

• Incidence des dispositions fiscales

En ce qui concerne les décalages constatés dans le temps entre l'impact fiscal et comptable de certaines composantes du bilan, il convient de signaler qu'au 31 décembre 2017, aucune dette fiscale future n'est à constater.

• Dettes et créances d'impôts différés

(en milliers d'euros)	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente nette	-175 110	34,43%		-60 290
Activation charges et produits directs IAS	567	34,43%		195
Indemnités de résiliation	5	34,43%	2	
Produits constatés d'avance	89	34,43%	31	
Dépréciations pour risques opérationnels	305	34,43%	105	
Déficits reportables	3 417	34,43%	1 176	
Impact retournement réserve latente *				8 220
Impact retournement déficits reportables *			-161	
Total	-170 727		1 153	-51 875
ID 2017	-159 751		275	-55 278
Variation ID 2017/2016			878	3 403
Variation nette IDA 2017/2016				4 281

**Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture*

Autres informations

• Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.
12, place des Etats-Unis
92548 MONTROUGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE S.A.
12, place des Etats-Unis
92548 MONTROUGE CEDEX

• Ventilation de l'effectif moyen

La société n'emploie pas d'effectif propre.

• Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2017.

• Politique d'engagements

La politique d'engagements détermine les règles de sélection des contreparties fondées sur un système de notation, une politique de garantie et une méthodologie d'analyse du risque.

Note 19 Notes sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la

valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

• **Variation de la réserve latente**

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016	Variation
Valeur brute des immobilisations	959 183	1 252 170	-292 987
Subventions	-14 455	-17 737	3 281
Valeur nette financière (1)	559 651	593 586	-33 936
Valeur nette comptable	400 166	446 130	-45 965
Reserve latente brute	159 485	147 456	12 030
Provisions financières contentieuses	-1 056	-3 432	2 376
Provisions sociales	16 681	17 199	-519
Reserve latente nette	175 110	161 223	13 888

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier

Rubriques (en milliers d'euros)	31-déc-17		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	-2 686	129 918	127 232
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	13 888	161 222	175 110
Activation charges/produits directs IAS	105	-672	-567
Activation charges/produits directs social	-347	852	506
Impôts différés sur réserve latente nette	4 281	-55 003	-50 722
Impacts IFRIC	-30	92	62
Situation nette consolidée financière	15 211	236 410	251 621

V. — Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Unifergie,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Unifergie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 19 de l'annexe relative à la comptabilité financière présentant le résultat financier de l'exercice: ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
<p>Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. La société Unifergie comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux déduction faite des garanties.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par la société, nous considérons que la correcte identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations sur ces créances constituent un point clé de l'audit.</p> <p><i>Se référer à la note 2 Principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes individuels</i></p>	<p>Nous avons examiné le dispositif mis en place par la société pour identifier les créances douteuses et évaluer leur dépréciation et avons testé l'efficacité des procédures et des contrôles clés sur le déclassement des créances en douteux et le calcul des dépréciations.</p> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examiné sur la base d'un échantillon de dossiers et par entretien avec la direction, les données et hypothèses retenues par la société pour déclasser et estimer la dépréciation à enregistrer sur ces dossiers ; • Examiné les principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances douteuses ; • Circularisé les cabinets d'avocats afin de compléter l'analyse des dossiers douteux.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires*Désignation des Commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes d'Unifergie par l'Assemblée Générale du 19 décembre 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 21 mai 2013 pour le cabinet MAZARS.

Au 31 décembre 2017, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la 13ème et le cabinet MAZARS était dans la 5ème année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822- 1 0 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La Défense, le 25 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan BAAJ

MAZARS
Matthew BROWN

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.